

M. Jean-Noël Barrot
Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
37 quai d'Orsay
75 007 Paris

Paris le 31 octobre 2024

Objet : Lettre ouverte - Présence du ministre israélien Bezalel Smotrich à Paris le 13 novembre à Paris

Monsieur le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères,

Nous avons appris le 16 octobre que Bezalel Smotrich, ministre israélien des finances et ministre de tutelle de la Cisjordanie occupée au sein du ministère de la défense, sera invité à un événement de gala de l'association Israel is Forever le 13 novembre 2024 à Paris. Il n'est pas acceptable qu'un ministre associé à l'intensification massive de la colonisation du Territoire palestinien occupé, connu pour ses multiples appels à la violation des droits humains et du droit international, participe à un événement organisé en France. Nous vous appelons à placer M. Smotrich sur la liste des personnes visées par le prochain paquet de sanctions relatives à la colonisation israélienne.

En tant que ministre au sein du ministère de la défense, Bezalel Smotrich est l'un des principaux responsables de la colonisation israélienne du Territoire palestinien occupé. En février 2023, M. Smotrich s'est vu confier de nombreuses compétences relatives à la colonisation de la Cisjordanie occupée, auparavant exercées par l'armée israélienne. Le ministre a depuis lors lancé de nombreux projets de colonisation, multipliant les faits accomplis en Cisjordanie. En mars 2023, il déclarait que la localité palestinienne de Huwara devait être « anéantie » par l'armée israélienne.

M. Smotrich a par ailleurs déclaré en août dernier qu'il était « justifié et moral » de bloquer l'aide humanitaire en direction de la bande de Gaza, même si cela pouvait entraîner la mort de deux millions de civils palestiniens. Le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères Josep Borrell a appelé le 11 août dernier les États-membres de l'UE à sanctionner les ministres israéliens Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir pour des propos qui constituent des incitations aux crimes de guerre.

Bezalel Smotrich s'était déjà rendu en France en mars 2023. À cette occasion, il avait déclaré que « le peuple palestinien [était] une invention », niant ainsi son droit à l'autodétermination, devant un pupitre représentant une carte du « grand Israël » qui englobait le Territoire palestinien occupé et plusieurs pays voisins.

Dans un avis consultatif publié le 19 juillet dernier, la Cour internationale de Justice a estimé que l'occupation par Israël du Territoire palestinien était illégale. La Cour a confié à tous les États la responsabilité de mettre fin à ces violations du droit international. Le 26 janvier 2024, la Cour a

évoqué un risque plausible de génocide et ordonné à Israël « de cesser immédiatement toutes ses opérations militaires et de faciliter l'accès à l'aide humanitaire. »

Alors que le décompte officiel des morts dépasse les 42 000 Palestiniens tués par l'armée israélienne dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023, dont plus de 14 000 enfants, et que le risque que ce chiffre soit largement sous-estimé est élevé, la France doit exercer une réelle pression à l'encontre du gouvernement israélien afin que celui-ci accepte le cessez-le-feu et soit tenu responsable des multiples violations des droits humains et du droit international dont il s'est rendu responsable. Dans ce contexte, il serait incompréhensible de laisser cet événement se tenir à Paris en présence de M. Smotrich.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Signataires :

- François Leroux, président, Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
- Nathalie Tehio, présidente, Ligue des Droits de l'Homme (LDH)
- Fanélie Carrey-Conte, secrétaire générale, Cimade
- Anne Tuaille, présidente, Association France Palestine Solidarité (AFPS)
- Maurice Buttin, président par intérim du CVPR-PO
- Lucien Champenois, président par intérim de l'association "Pour Jérusalem"
- Ivar Ekeland, président, Association des universitaires pour le respect du droit international public (AURDIP)
- Bernard Dreano, président, CEDETIM
- Marilyn Pacouret, présidente, Chrétiens de la Méditerranée, Amis de Sabeel France
- Georges-Henri Beauthier, secrétaire général, One Justice
- Béatrice Orès, co-présidente, Union Juive Française pour la Paix (UJFP)
- François Sauterey, co-président, Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples (MRAP).
- Luc De Ronne, président, ActionAid France
- Karim Touche, président, Réseau Euromed France (REF)

Copies adressées à :

- M. Emmanuel Bonne, conseiller diplomatique, Présidence de la République
- Mme Anne-Claire Legendre, conseillère Afrique du Nord Moyen-Orient, Présidence de la République
- M. Aurélien Lechevallier, directeur de cabinet, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- M. Quentin Jeantet, conseiller Afrique du Nord Moyen-Orient, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Mme Anne Grillo, directrice Afrique du Nord Moyen-Orient, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Mme Maria Wadjinny, sous-directrice Egypte-Levant, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères